

La deuxième direction s'est centrée sur les relations civiles et civiles associant le citoyen à sa municipalité. Celles-ci ont été étudiées au moyen de trois différentes approches. La première a analysé la procédure par laquelle les candidats des partis politiques tissaient des liens clientélistes avec les habitants pendant les der-

nières élections municipales à Bobo-Dioulasso ou comptaient les tisser pour les prochaines élections dans les communes 1 et 2 de Bamako. Cette étude a confirmé ce que nous savions déjà sur la conception populaire du « pouvoir ». La seconde a examiné les enjeux se cachant derrière le bouleversement suscité par la spéculation

politique et la corruption généralisées relatives aux nouveaux lotissements urbains (Bobo-Dioulasso et commune 1 de Bamako). La dernière approche a décrit la formation au niveau local d'une intermédiation associative montrant le rôle très ambigu que jouaient les acteurs clés, en faisant partie simultanément de la société

civile et de la municipalité (Bobo-Dioulasso et commune 2 de Bamako). Enfin, la conclusion tente de mettre en évidence les obstacles probables et les conditions éventuelles qui se posent à l'apparition d'une citoyenneté urbaine effective. ■

AFRIQUE - MOYEN-ORIENT

Les municipalités dans le champ politique local : les effets des modèles exportés de décentralisation sur la gestion des villes

Responsable scientifique : Emile Le Bris, Institut de recherche pour le développement (IRD)
Contact : emile.lebris@bondy.ird.fr

L'étude met en évidence la multiplication des acteurs de l'action publique et la complexification d'un jeu où les municipalités n'occupent qu'une place bien modeste; en attestent le discrédit attaché aux fonctions électives locales, la morosité et la démobilisation qui marquent les élections locales. Au Maroc, la proclamation de «l'unicité de la ville» s'accompagne dans la réalité d'une extraordinaire fragmentation du processus de décision et des procédures. Au Liban en revanche, face à des structures étatiques sclérosées, les élections municipales de 1998 connurent une participation importante et furent très disputées. Les élections locales mettent le plus souvent en valeur les logiques notabilliaires et patronales mais, au final, ce sont les logiques partisans et de proximité du centre qui prévalent. Confrontés à un urbanisme de contrainte comme à Ouagadougou, les citoyens se retournent moins vers l'équipe municipale que vers les acteurs religieux et vers la chefferie tradition-

nelle. Il arrive pourtant, comme à Beyrouth, que la municipalité, investie par un parti politique fort, retrouve une position éminente dans la mise en œuvre de l'action publique. Au Sénégal, la repolitisation de la société urbaine après 1996 passe par une sphère associative jouant à la fois comme courtier, comme espace de formation de futures élites et comme contre-pouvoirs. On assiste ici et là à l'ouverture de nouveaux espaces de débat public, en même temps que se développent des formes, inédites en Afrique, de communication politique (rôle des médias libres et plus particulièrement des radios communautaires).

Nous avons enfin cherché à construire des «comparables» autour du rôle des bailleurs de fonds internationaux dans la circulation des modèles. Le poids de l'aide internationale dans la prise de décision publique est variable d'un pays à l'autre, mais les réformes plus ou moins imposées de l'État traduisent une «mise en dépendance». Les pays concernés sont conviés à

un effort de normalisation des modes de gestion des affaires publiques, le kit de la «bonne gouvernance» imposant une logique de marchandisation des pouvoirs locaux. Les donateurs trient entre collectivités locales destinataires, privilégiant celles qui disposent de ressources suffisantes et sont susceptibles d'intégrer aisément le «prêt à penser» de la gestion urbaine. Les ordres urbains convoqués à l'occasion de la mise en œuvre de la décentralisation combinent en réalité à la fois les effets de modèles d'importation et des modèles historiques localisés. Au Liban et en Palestine, les donateurs s'alignent sur les équilibres communautaires et régionaux. Au Sénégal, la municipalisation constitue une forme d'actualisation des liens entre pouvoir central et réseaux politiques locaux. Les bailleurs internationaux se contentent-ils de déclencher une inflation discursive, sans parvenir à faire «bouger les lignes» de partage des pouvoirs ? L'aide jouerait certes un rôle dans l'émergence de

groupes de pression et d'entrepreneurs politiques, mais elle conforterait finalement le statut quo social en régulant admirablement la société post-ajustement, tout en alimentant ses élites. L'effet d'écho des modèles importés, amplifié par les experts, n'en reste pas moins puissant, au point que, dans les pays receveurs d'aide, les systèmes d'acteurs tendent à se standardiser en fonction des attentes des partenaires internationaux. ■

Sommaire

1. Editorial
2. Programme de recherche urbaine pour le développement : genèse, objectifs, apports scientifiques
4. Sommaire détaillé
5. Stratégies d'acteurs et logiques d'action
10. Configurations spatiales et sociales urbaines
16. Politiques urbaines et relations public/privé
21. Dispositifs de gestion des villes
26. Publications
27. Forum
28. Nouvelles de la coopération



Ambiance rue Ma May, une des rues du quartier commerçant dit des 36 rues de Hanoi - Emmanuel Cerise

Programme de recherche urbaine pour le développement

Gouverner les villes du Sud ?

Ce numéro spécial de *Villes en développement* est consacré au Programme de recherche urbaine pour le développement (PRUD) et accompagne le colloque de restitution et de valorisation des travaux de recherche menés depuis trois ans dans ce cadre. Le programme marque une évolution notable aussi bien dans la nature de la production scientifique que dans ses usages. En effet, les trente équipes de recherches ont contribué à enrichir la connaissance des villes du Sud et de leurs acteurs après une trop longue absence d'investigation scientifique. Ces recherches ont élaboré des problématiques spécifiques à leurs territoires, et dans une optique pluridisciplinaire, mené une analyse extrêmement fine des jeux d'acteurs, donnant à l'urbanité la complexité qui la caractérise en ce début de XXI^{ème} siècle. Les espaces urbains sont le fruit de jeux politiques locaux, qu'ils soient privés et publics, formels et informels, qui ne peuvent se comprendre qu'avec la prise en compte des forces « du dehors », de cette « modernité mondialisante » selon une expression chère à Georges Balandier.

Ces territoires sont bien les réalités d'aujourd'hui et de demain qu'il va falloir gouverner ; faire face aux multiples enjeux nés des reconfigurations des espaces de peuplement ainsi que de la croissance des villes. Ici des pôles

d'attractivités économiques se créent, là des corridors de développement sont initiés. Dans d'autres régions, des territoires sont en guerre et nécessitent des actions spécifiques sur la ville. Mais un double mouvement semble traverser toutes les expériences étudiées dans ce programme PRUD : un processus inéluctable plus ou moins avancé selon les pays de redéfinition du rôle de l'Etat par la décentralisation, et une aspiration à davantage de participation aux décisions politiques d'une société civile dont la complexité est largement démontrée dans ces travaux de recherche.

Dès lors, ce colloque ne pourrait-il pas être un moment de contribution à la réhabilitation des politiques publiques afin de gouverner les villes ? Ne pourrait-il pas être un moment au cours duquel le monde de la recherche et celui de la décision politique tissent des liens pérennes afin que les décalages entre analyses, diagnostics et décisions politiques s'amenuisent ? Ces questions s'imposent afin d'aborder les défis majeurs en ce début de XXI^{ème} siècle. ■

Xavier Crépin,
Délégué général de l'Isted
Jean-Jacques Gabas,
Maître de conférences Université
Paris XI/Orsay et IEP Paris,
Président d'honneur du GEMDEV